



La Grande-Bretagne s'élève contre les projets d'une union européenne militaire formulés au sommet de Bratislava

Par [Johannes Stern](#) et [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 29 septembre 2016

www.wsws.org/ 28 septembre 2016

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Militarisation](#)

Lors d'une rencontre informelle des ministres de la Défense de l'Union européenne (UE) mardi à Bratislava, le ministre britannique de la Défense, Michael Fallon, a dénoncé les projets franco-allemands pour une union européenne militaire et une éventuelle création d'une armée européenne.

« Il y a des États-membres qui aimeraient voir [...] un réservoir unique de forces. Je vois là une armée européenne et nous nous y opposerions », a-t-il dit aux journalistes. « L'OTAN doit rester la pierre angulaire de notre défense et de la défense de l'Europe ».

Fallon insiste sur le fait qu'il incombe à l'OTAN et non à l'Union européenne de défendre l'Europe contre la Russie. En s'en prenant vivement aux projets élaborés à Berlin et à Paris pour créer un quartier général militaire commun de l'UE, Fallon a déclaré : « L'Europe regorge de quartiers généraux, nous n'avons pas besoin d'en avoir un nouveau ». Il a juré « de continuer à s'opposer à toute idée d'une armée européenne ou d'un quartier général pour une armée européenne qui reviendrait simplement à saper l'OTAN ».

Fallon a dit que la Suède, les Pays-Bas, la Pologne, la Lettonie et la Lituanie ont également notifié leurs préoccupations quant aux projets franco-allemands.

D'autres pays ont proposé des projets concurrents pour la militarisation de l'UE. Un document italien vu par le journal en ligne *EUObserver* propose une « force multinationale européenne (EMF) » regroupant les « États-membres qui sont disposés à partager les forces armées, le commandement et le contrôle, les manœuvres et les capacités stratégiques. » Il aspire à une intégration militaire plus approfondie à l'avenir en appelant l'EMF le « noyau initial d'une future force armée européenne intégrée ».

Le document finlandais serait plus faible que les projets de militarisation italiens ou franco-allemands. Il propose une nouvelle « planification civile et militaire commune permanente et une capacité de conduite des opérations » pour la direction « d'opérations militaires non exécutives ». Il a implicitement désigné la Russie comme étant l'ennemi principal, en exhortant l'UE à cibler les « menaces hybrides », un terme associé habituellement à la Russie dans le contexte de l'actuel renforcement de l'OTAN en Europe de l'est.

Les remarques faites par Fallon signalent l'éruption de conflits profondément enracinés au sein des puissances européennes après le vote de la Grande-Bretagne de sortir de l'UE. Sur

fond de crise de guerre sans précédent avec la Russie et au Moyen-Orient, et du discrédit de l'UE en raison de sa politique d'austérité anti-ouvrière, les États les plus puissants d'Europe continentale tentent de maintenir la cohésion de l'UE en la transformant en une alliance militaire. Et pourtant des responsables à Londres et ailleurs en Europe considèrent ceci comme étant une menace intolérable à l'égard de l'OTAN, et notamment des relations de l'Europe avec les États-Unis.

Les responsables allemands et français ont réagi au sommet de Bratislava à la déclaration de Fallon en minimisant tout conflit entre leurs ambitions militaires et celles de l'OTAN.

Ensemble, la ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, et son homologue français, Jean-Yves Le Drian, ont affirmé qu'il n'existait pas de projets d'établir une armée européenne rivale de l'OTAN. « Au contraire », a dit von der Leyen, « Il est question de regrouper les diverses forces des pays européens afin de pouvoir agir rapidement ». Elle a prétendu que « tout ce qui renforce l'Europe en termes de défense renforce aussi l'OTAN ».

Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg a formulé une déclaration quelque peu identique quoique plus réservée. Lors d'une conférence de presse, il a dit, « Tant ce que ceci est en complément de l'OTAN, et tant que ceci n'entraîne pas un doublement des efforts de l'OTAN, je pense que nous devrions saluer une défense européenne plus forte, parce que c'est bénéfique à l'Europe, c'est bénéfique à l'Union européenne et c'est bénéfique pour l'OTAN ».

Il n'existe pas de bases objectives à l'affirmation de von der Leyen selon laquelle un réarmement de l'impérialisme allemand et de ses alliés européens renforcera inévitablement l'alliance de l'OTAN qui est menée par les États-Unis. En fait, l'opposition de Londres aux projets d'une UE militaire « stratégiquement autonome » reflète des conflits qui sont profondément enracinés parmi les puissances de l'OTAN.

Durant le quart de siècle qui s'est écoulé depuis la dissolution stalinienne de l'Union soviétique et la fin de la Guerre froide, l'Allemagne et la France étaient entrés maintes fois en conflit avec la politique belliciste américaine qui est fermement appuyée par l'impérialisme britannique. Ils avaient rejeté l'invasion illégale de l'Irak en 2003 par Washington et Londres.

Alors que Berlin et Paris se sont après coup de nouveau alignés sur Washington, le conflit au sujet de leur politique et de celle de Washington sur fond de l'actuelle course à la guerre contre la Russie et la Chine devient de plus en plus apparente. Ils ont ignoré, au même titre que Londres, la pression exercée par les États-Unis pour ne pas rallier l'année dernière la Chine dans la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures. Ils ont aussi accepté de négocier les accords de Minsk avec la Russie et l'Ukraine afin de prévenir une guerre totale avec la Russie en empêchant l'armement par les États-Unis des milices ukrainiennes d'extrême-droite contre des forces pro-russes dans l'est de l'Ukraine suite au coup d'État perpétré il y a deux ans avec l'appui de l'OTAN.

L'objectif de la politique franco-allemande n'est toutefois pas la paix, mais la poursuite de leurs propres intérêts impérialistes. Dans un contexte de tensions croissantes d'un risque de guerre, Berlin et Paris sont en train d'élaborer une stratégie à long terme afin de développer la capacité d'organiser des interventions impérialistes dans le monde entier sans l'aval de – c'est-à-dire, éventuellement en opposition à – Washington et Londres. Autrement dit, ils ne sont pas contre, mais ils contribuent à, la poussée des principales puissances impérialistes

en direction d'une guerre totale.

Du reste, Berlin et Paris ont publiquement annoncé qu'un objectif essentiel du plan militaire de l'UE était la sécurité interne, ou bien comme les ministres des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier et Jean-Marc Ayrault l'écrivaient dans une récente tribune, « l'interaction entre les menaces externes et les faiblesses internes. » Le recours du gouvernement français à l'état d'urgence pour s'attaquer aux manifestations contre sa réactionnaire loi travail montre que l'objectif central est l'opposition politique au sein de la classe ouvrière.

Avant le premier sommet de l'UE le 16 septembre sans la participation de la Grande-Bretagne, la ministre allemande de la Défense, von der Leyen, et son homologue français, Le Drian, avaient publié un document relatif à la politique militaire, « Renouveau de la PSDC [Politique de sécurité et de défense commune] : Vers une défense complète, réaliste et crédible au sein de l'UE ».

Ce document préconise un « plan d'action concret » pour « rapidement » appliquer « une nouvelle stratégie globale pour l'UE en matière de politique étrangère et de sécurité (EUGS, EU Global Strategy on Foreign and Security Policy) » présentée par la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, lors du premier sommet post-Brexit en juillet. En plus « d'un quartier général de l'UE pour les missions militaires et civiles et pour les opérations, » ils réclament « le soutien des missions militaires de la PSDC [Politique de sécurité et de défense commune], le développement des capacités militaires et de la coopération européenne en matière de défense ainsi qu'un soutien concret à l'industrie européenne de la défense ».

Sur cette base, une « autonomie stratégique est garantie » et une industrie européenne de la défense « forte, compétitive et innovatrice » sera construite, précise le document.

Dans le contexte actuel de tensions explosives entre les États-Unis et l'UE au sujet de questions militaires et économiques, il n'y a pas de doute que la création de telles structures militaires dans l'UE défierait l'OTAN en aggravant les conflits inter-impérialistes qui ont par deux fois entraîné au vingtième siècle une guerre mondiale en Europe.

Lors du sommet du 15 septembre, le président François Hollande a exprimé les préoccupations de l'UE selon lesquelles en particulier après les prochaines élections présidentielles américaines, Washington pourrait s'avérer être un allié peu fiable. Il a dit, « Si les États-Unis font un choix de s'éloigner, l'Europe doit être capable de se défendre par elle-même. La défense européenne, c'est pour l'Europe le défi. Notre tâche est de peser dans le destin du monde, de se donner la capacité de projeter une force [...] et d'assurer notre défense, pour la France et pour l'Europe. »

Parallèlement, les conflits économiques entre l'Europe et les États-Unis s'aggravent. Le mois dernier, les responsables français ont demandé la fin des pourparlers économiques avec les États-Unis au sujet du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement sur fond de conflits entre les négociateurs commerciaux américains et européens. Ce mois-ci, au moment où les actions de la *Deutsche Bank* continuent leur plongeon historique, les régulateurs américains ont imposé à la banque une amende de 14 milliards de dollars qui risque de précipiter la faillite de la plus grande banque allemande.

Johannes Stern et Alex Lantier

Article original, WSWs, paru le 28 septembre 2016

La source originale de cet article est wsws.org/

Copyright © [Johannes Stern](#) et [Alex Lantier, wsws.org/](#), 2016

Articles Par : [Johannes Stern](#)
et [Alex Lantier](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca